

VU que le deuxième alinéa de ce même article prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

VU que des inondations encore susceptibles de s'aggraver affectent le territoire de la Municipalité de l'Île-du-Grand-Calumet, lesquelles nécessitent la mise en place de différents moyens de protection et de secours;

VU que le maire de la Municipalité de l'Île-du-Grand-Calumet, monsieur Serge Newberry, a déclaré l'état d'urgence le vendredi 26 avril 2019 à 14 h 15 pour une période de 48 heures, le conseil municipal ne pouvant se réunir en temps utile;

VU que la situation sur son territoire demeure préoccupante, la Municipalité de l'Île-du-Grand-Calumet a renouvelé, par sa résolution numéro 2019-95, la déclaration d'état d'urgence pour une période de cinq jours, se terminant le vendredi 3 mai 2019, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le dimanche 28 avril 2019 à 13 h;

VU que la Municipalité de l'Île-du-Grand-Calumet demande à la ministre de la Sécurité publique d'autoriser le renouvellement de l'état d'urgence pour une période de cinq jours;

EN CONSÉQUENCE, j'autorise la Municipalité de l'Île-du-Grand-Calumet à renouveler l'état d'urgence local déclaré le vendredi 26 avril 2019 pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le vendredi 3 mai 2019.

Québec, le 30 avril 2019

La ministre de la Sécurité publique,
GENEVIÈVE GUILBAULT

70506

A.M., 2019

Arrêté numéro AM 0022-2019 de la ministre de la Sécurité publique en date du 30 avril 2019

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Municipalité de Gracefield

VU l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un

sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

VU le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation de la ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

VU que le deuxième alinéa de ce même article prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

VU que des inondations encore susceptibles de s'aggraver affectent le territoire de la Ville de Gracefield, lesquelles nécessitent la mise en place de différents moyens de protection et de secours;

VU que le maire de la Ville de Gracefield, monsieur Réal Rochon, a déclaré l'état d'urgence le mercredi 24 avril 2019 à 15 h 35 pour une période de 48 heures, le conseil municipal ne pouvant se réunir en temps utile;

VU que la situation sur son territoire demeure préoccupante, la Ville de Gracefield a renouvelé, par sa résolution numéro 2019-04-145, la déclaration d'état d'urgence pour une période de cinq jours, se terminant le mercredi 1^{er} mai 2019, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le vendredi 26 avril 2019 à 16 h 45;

VU que la Ville de Gracefield demande à la ministre de la Sécurité publique d'autoriser le renouvellement de l'état d'urgence pour une période de cinq jours;

EN CONSÉQUENCE, j'autorise la Ville de Gracefield à renouveler l'état d'urgence local déclaré le mercredi 24 avril 2019 pour une période additionnelle de cinq jours, se terminant le mercredi 1^{er} mai 2019.

Québec, le 30 avril 2019

La ministre de la Sécurité publique,
GENEVIÈVE GUILBAULT

70507